

COMMISSION DE  
L'INFRASTRUCTURE, DES  
COMMUNICATIONS ET DES  
ENTREPRISES PUBLIQUES

du

MERCREDI 07 FÉVRIER 2007

Après-midi

---

COMMISSIE VOOR DE  
INFRASTRUCTUUR, HET  
VERKEER EN DE  
OVERHEIDSBEDRIJVEN

van

WOENSDAG 07 FEBRUARI 2007

Namiddag

---

La réunion publique est ouverte à 14 h 09 sous la présidence de M. Guido De Padt.

**01** Question de Mme Muriel Gerken à la vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation sur "la faille dans la sécurité d'utilisation des gsm" (n° 13693)

**01.01** Muriel Gerken (ECOLO) : MM. Fabrice Myard et Thierry Mansvelt ont constaté une faille dans la sécurité d'utilisation des gsm. Ils ont mis en évidence la possibilité d'envoyer via internet un SMS à partir du gsm d'une personne vers celui d'une tierce personne.

Des documents ont été envoyés à l'IBPT ainsi qu'aux ministres Verwilghen et Van den Bossche pour signaler le problème. Cet envoi n'a suscité aucune réaction. Il est apparu qu'il n'y avait pas de réponse.

La ministre Van den Bossche a-t-elle bien reçu un procès-verbal de la part des experts Myard et Mansvelt ? Comment a-t-elle réagi à cette information ?

L'IBPT a indiqué que ce problème devait être traité comme un vol, ce qui le fait relever du ministre de l'Économie. Mais comment protéger le consommateur ?

**01.02** Renaat Landuyt, ministre (*en français*) : Il est possible d'utiliser le gsm de quelqu'un d'autre mais les frais ne lui incombent pas, étant donné que c'est l'expéditeur étranger qui est fautif.

Cette pratique n'est pas possible en Belgique en passant par un expéditeur belge. Par contre, c'est faisable via un expéditeur étranger, car le niveau de sécurité est inférieur au nôtre.

Nous n'avons pas connaissance de plaintes spécifiques en Belgique.

Il y a eu un contact entre l'IBPT et M. Thierry Mansvelt. Celui-ci est prêt à venir nous expliquer le problème s'il est certain que son intervention sera médiatisée.

**01.03** Muriel Gerken (ECOLO) : Lui avez-vous fait savoir que vous n'étiez pas d'accord ?

**01.04** Renaat Landuyt, ministre (*en français*) : Il faut prendre le problème en main sérieusement et ne pas vouloir faire sa propre publicité.

**01.05** Muriel Gerken (ECOLO) : Vous faites quand même une recherche, indépendamment de M. Mansvelt.

**01.06** Renaat Landuyt, ministre (*en français*) : L'utilisateur de gsm ne sait pas ce qui est dit en son nom. Mais cela ne lui coûte rien.

*L'incident est clos.*

**02 Question de Mme Muriel Gerkens à la vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation sur "l'enquête Select Post" (n° 13697)**

**02.02 Renaat Landuyt**, ministre (*en français*) : La ministre estime n'avoir rien à ajouter par rapport à ce que vous a répondu M. Tuybens en novembre.

**02.03 Muriel Gerkens** (ECOLO) : En tant que ministre en charge de la Protection des consommateurs, ne porte-t-elle pas un regard particulier sur le dossier?

**02.04 Renaat Landuyt**, ministre (*en français*) : Oui, mais elle estime que M. Tuybens a donné suffisamment d'informations.

**02.05 Muriel Gerkens** (ECOLO) : Selon moi, il n'est pas évident pour le citoyen d'identifier qui s'adresse à lui et pourquoi.

*L'incident est clos.*

**03 Ordre des travaux**

Le **président** : La question n° 13774 de Mme Burgeon est reportée.

**04 Question de M. Guido De Padt au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "les pratiques frauduleuses relatives aux appels aux numéros 0909" (n° 13865)**

**04.01 Guido De Padt** (VLD) : Des dizaines de clients de Belgacom ont été victimes, ces derniers mois, d'arnaques par téléphone. Après avoir reçu une centaine de plaintes, Belgacom a mis hors service le numéro 0909 concerné. Les personnes dupées seront remboursées. Le code éthique a fait ses preuves. Les escrocs peuvent facilement se dissimuler derrière une firme qui ne doit présenter qu'un numéro de TVA et un registre de commerce pour obtenir un numéro 0909. À l'heure qu'il est, les escrocs se trouvent probablement à l'étranger. Les fraudes ne peuvent actuellement être évitées et il n'est pas évident de rechercher et de juger les coupables.

Le ministre estime-t-il que le code éthique doit être adapté ? Envisage-t-on, par exemple, de durcir la procédure de demande d'un numéro 0909 ?

**04.02 Renaat Landuyt**, ministre (*en néerlandais*) : Le code éthique actuel a effectivement produit ses effets. Il s'agit là d'une bonne chose.

Rendre plus difficiles les modalités d'obtention d'un numéro 0909 serait contraire à l'équilibre que nous tentons d'atteindre. Il existe des personnes et des organisations qui font un usage tout à fait sérieux des lignes en question. Mais ce n'est malheureusement pas toujours le cas. Le respect du code éthique permettra de séparer le bon grain de l'ivraie.

Les directives européennes du 8 juin 2000 et de décembre 2006 ne permettent pas de soumettre sans plus les activités des fournisseurs de services à des autorisations, des exigences de qualité ou des garanties financières. Le code éthique devrait permettre d'opérer une sélection en interne. Nous voulons nous garder de mettre en difficulté, parce qu'il y a également des pirates actifs dans le secteur, les personnes qui demandent un numéro 0909 et qui offrent toutes les garanties de sérieux.

*L'incident est clos.*

*La discussion des questions est suspendue de 14 h 25 à 15 h 23.*

*Présidente : Mme Hilde Vautmans.*

**05 Question de Mme Valérie Déom au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et**

**de la Politique scientifique sur "la condamnation de Belgacom pour le non-respect du délai de transfert de raccordements vis-à-vis d'opérateurs concurrentiels" (n° 13832)**

**05.01 Valérie Déom** (PS) : Les retards répétés de Belgacom dans les raccordements ADSL pour des opérateurs concurrents, qui peuvent atteindre trois semaines, alors que la loi prévoit soixante minutes, lui ont valu d'être condamné par le tribunal de commerce de Bruxelles à indemniser un opérateur lésé.

Des mesures structurelles contraignantes sont-elles prévues pour que Belgacom respecte le délai de transfert de raccordement ?

**05.02 Marc Verwilghen**, ministre (*en français*) : L'IBPT, ayant en effet reçu des plaintes du secteur, a pris les mesures nécessaires et publié sur son site *web* la communication du 11 juillet 2006 concernant les installations BRUO-BROBA. Une autre communication, du 29 novembre 2006 et également publiée sur le site, donne un aperçu complet des consultations menées avec le secteur et des positions des opérateurs et de Belgacom.

**05.03 Valérie Déom** (PS) : Je suppose donc qu'avec toutes ces nouvelles décisions, ce type de retard ne devrait plus exister. Est-on véritablement optimal à présent ?

**05.04 Marc Verwilghen**, ministre (*en français*) : Il faudra rester vigilant.

*L'incident est clos.*

**06 Question de M. François-Xavier de Donnea à la vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation sur "les prix exorbitants pratiqués par les réseaux de télécommunications en Belgique" (n° 13236)**

**06.01 François-Xavier de Donnea** (MR) : Belgacom et Telenet détiennent plus des deux tiers du marché de l'internet. Ils préféreraient s'entendre sur les prix, et les autres opérateurs ne pourraient que difficilement les concurrencer. En France, l'offre combinée télé-téléphone-internet s'élève à quelque 30 euros pour 93 en Belgique.

De plus, contrairement à l'IBPT, l'ARCEP, son équivalent français, impose aux sociétés de télécommunications de laisser le passage sur leurs réseaux aux concurrents. En Belgique, le dégroupage local est quasi inexistant.

Ce quasi-duopole est-il compatible avec le droit européen ?

Quelles sont les remèdes possibles, au niveau fédéral ou européen, aux éventuels problèmes que connaîtrait le secteur en Belgique ?

**06.02 Marc Verwilghen**, ministre (*en français*) : Il faut être prudent : on ne compare pas toujours les mêmes services et la même qualité.

Tous les gouvernements concernés ont signé un accord de coopération, qui doit encore être ratifié par les parlements des Communautés, et qui permettra à l'IBPT de prendre une décision définitive.

C'est à la Justice européenne de répondre à votre seconde question.

Enfin, une fois l'accord ratifié, l'IBPT pourra imposer des mesures en vue de résoudre d'éventuels problèmes de concurrence et de donner à des acteurs alternatifs la possibilité de proposer des offres plus avantageuses via les réseaux des opérateurs puissants.

Au vu des chiffres, je comprends que vous posiez la question.

**06.03 François-Xavier de Donnea** (MR) : J'espère que l'accord de coopération rendra possible une véritable concurrence, qui est la seule façon de faire baisser les prix et d'accroître la qualité.

*L'incident est clos.*

**07 Question de Mme Muriel Gerken au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "la faille dans la sécurité d'utilisation des gsm" (n° 13694)**

**07.01 Muriel Gerkens** (ECOLO) : En janvier, deux experts en informatique et en télécoms, MM. Myard et Mansvelt, démontraient qu'il était possible, à l'aide d'un programme informatique, d'envoyer un SMS à partir du gsm de quelqu'un d'autre. Le propriétaire du gsm paie un message qu'il n'a pas envoyé et est identifié par le destinataire comme l'émetteur du message.

Ces informaticiens ont déclaré avoir averti les ministres de l'Économie et de la Protection des consommateurs, ainsi que l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT), qui n'auraient pas réagi. L'IBPT renvoie la balle au département de l'Économie en argumentant qu'il s'agit de pratiques de vol. Aucune disposition ne permettrait d'empêcher ces arnaques et des mesures à cette fin seraient coûteuses tant pour l'opérateur que pour le consommateur.

Avez-vous reçu le rapport en question ? Avez-vous rencontré les deux experts ? Quelle a été votre réaction ? Quel suivi accordez-vous à cette information ? L'argument avancé par l'IBPT pour justifier son absence de réponse est-il acceptable ? Comment contraindre les opérateurs à prendre des mesures si de telles mesures sont possibles, même si elles entraînent un coût ?

**07.02 Marc Verwilghen**, ministre (*en français*) : Cette faille dans la sécurité d'utilisation des gsm m'a été signalée début novembre par M. Mansvelt. Cette matière étant complexe et technique, l'information a été transmise à l'IBPT.

Puisqu'il est question de vol et éventuellement d'infraction à la loi sur la criminalité informatique, il me semble opportun que les autorités judiciaires examinent, elles aussi, ce dossier. Le cas échéant, il appartient en effet au ministère public d'engager une procédure pénale.

La loi relative aux communications électroniques prévoit des obligations de sécurisation des réseaux et services. L'IBPT a été chargé de traiter prioritairement ce problème avec les opérateurs, qui sont tenus de prendre les mesures nécessaires. L'IBPT transmettra, en outre, les résultats de ses investigations aux autorités judiciaires.

Je vous tiendrai au courant de l'évolution de ce dossier.

**07.03 Muriel Gerkens** (ECOLO) : Votre réponse est plus complète et plus convaincante que celle que j'ai reçue tout à l'heure de M. Landuyt au nom de Mme Van den Bossche.

Collaborez-vous dans ce dossier avec la ministre de la Protection de la consommation ou les investigations avec l'IBPT sont-elles entièrement de votre compétence ?

**07.04 Marc Verwilghen**, ministre (*en français*) : Je travaille avec l'IBPT.

**07.05 Muriel Gerkens** (ECOLO) : En ce qui concerne les autorités judiciaires, vous transmettez les informations dès que vous les recevrez ?

**07.06 Marc Verwilghen**, ministre (*en français*) : Je prendrai contact avec les instances judiciaires qui pourront donner toutes les informations nécessaires au ministère public.

**07.07 Muriel Gerkens** (ECOLO) : Un délai est-il fixé ?

**07.08 Marc Verwilghen**, ministre (*en français*) : J'ai demandé que cela se passe le plus rapidement possible.

*L'incident est clos.*

*Président: M. François-Xavier de Donnea.*

**08 Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "le maintien des numéros de téléphone en dehors de la zone téléphonique" (n° 13289)**

**08.01 Hilde Vautmans** (VLD) : Lors d'un déménagement dans une autre zone téléphonique, il est impossible de conserver l'ancien numéro. En cas de déménagement, les entreprises doivent dès lors annoncer un nouveau numéro de téléphone, une opération qui coûte des sommes importantes.

La portabilité des numéros dépend de certaines contraintes techniques. Les numéros d'appel d'urgence

doivent être transmis à la centrale adéquate et doivent pouvoir être localisés.  
Au Danemark pourtant, les numéros fixes sont déjà portables.

Quelle est la position du ministre quant à la possibilité de conserver un numéro de téléphone lors d'un déménagement ? A-t-on déjà étudié la faisabilité de ce principe sur le plan technique ? A-t-on déjà réalisé une étude d'impact ? Quels sont les résultats de ces études ?

**08.02 Marc Verwilghen**, ministre (*en néerlandais*) : Je suis favorable à l'idée mais des questions techniques et opérationnelles se posent. Les évolutions technologiques permettront à terme l'usage d'un numéro de téléphone fixe à différents endroits. Les nouvelles technologies pourront offrir une solution dans certains cas.

Une première étude de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT) a révélé la nécessité de réaliser des investissements supplémentaires pour résoudre les divers problèmes qui se posent (acheminement des appels d'urgence, interconnexion des opérateurs et processus en matière de portabilité du numéro). L'IBPT ignore par ailleurs si la demande est suffisante sur le marché. Dès que la clarté sera faite à ce sujet, nous pourrons franchir une étape supplémentaire.

**08.03 Hilde Vautmans** (VLD) : La demande est bien réelle à en juger par les messages adressés au point de contact Kafka. Il est en revanche difficile d'en évaluer l'ampleur exacte. Je suis heureuse d'apprendre qu'une première étude a déjà été menée mais j'espère qu'on continuera à chercher des solutions.

*L'incident est clos.*

*La réunion publique de commission est levée à 15 h 43.*

De vergadering wordt geopend om 14.09 uur en voorgezeten door de heer Guido De Padt.

**01 Vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de vice-eersteminister en minister van Begroting en Consumentenzaken over "het veiligheidslek bij gsm's" (nr. 13693)**

**01.01 Muriel Gerkens** (ECOLO): De heren Fabrice Myard en Thierry Mansvelt hebben een veiligheidslek in het gsm-verkeer ontdekt. Ze zijn erachter gekomen dat men via het internet een sms-bericht kan versturen van de gsm van een bepaalde persoon naar het toestel van een derde.

Er werden documenten opgestuurd naar het BIPT en naar de ministers Verwilghen en Van den Bossche om het probleem te signaleren. Hierop kwam geen enkele reactie. Er is gebleken dat er geen antwoord is. Heeft minister Van den Bossche wel degelijk een proces-verbaal ontvangen vanwege de experts Myard en Mansvelt? Hoe heeft zij op deze informatie gereageerd?  
Het BIPT heeft aangegeven dat dit probleem als een diefstal moest worden behandeld waardoor het onder de bevoegdheid van de minister van Economie valt. Hoe kan de consument worden beschermd?

**01.02 Minister Renaat Landuyt** (*Frans*): Het is mogelijk de gsm van iemand anders te gebruiken, maar de eigenaar moet de kosten niet dragen, aangezien de buitenlandse verzender in de fout ging.

In België is zulks niet mogelijk via een Belgische verzender. Het kan echter wel via een buitenlandse verzender, omdat het veiligheidsniveau er lager is dan bij ons.

We hebben geen kennis van specifieke klachten in België.

Er is een contact geweest tussen het BIPT en de heer Thierry Mansvelt. Die is bereid ons het probleem te komen uitleggen, indien hij op de nodige persaandacht kan rekenen.

**01.03 Muriel Gerkens** (ECOLO): Heeft u hem geantwoord dat u het daarmee niet eens is?

**01.04 Minister Renaat Landuyt** (*Frans*): Dit probleem moet ernstig worden aangepakt. Het mag niet de bedoeling zijn zichzelf in de kijker te werken.

**01.05 Muriel Gerkens** (ECOLO): U laat niettemin los van de heer Mansvelt een onderzoek uitvoeren.

**01.06** Minister **Renaat Landuyt** (*Frans*): De gsm-gebruiker weet niet wat er namens hem gezegd wordt. Maar het kost hem niets.

*Het incident is gesloten.*

**02 Vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de vice-eersteminister en minister van Begroting en Consumentenzaken over "de enquête Select Post" (nr. 13697)**

**02.01 Muriel Gerkens** (ECOLO) : Monsieur le Ministre, j'ai interrogé votre collègue M. Bruno Tuybens le 27 novembre concernant les méthodes utilisées dans l'enquête Select Post, dont l'objectif consistait à récolter des données à caractère commercial (voir *Compte rendu analytique* n° 1107, p. 29-35). Le secrétaire d'État n'estime pas problématique l'utilisation du logo de La Poste et trouve la démarche acceptable, puisque La Poste est désormais une société anonyme de droit public susceptible d'avoir des activités commerciales qui ne sont pas du ressort du service universel de La Poste.

Aujourd'hui, les particuliers n'ayant pas répondu reçoivent des rappels. Or, certains ne font pas la différence entre La Poste et Select Post.

La ministre Van den Bossche n'estime-t-elle pas, en tant que ministre de la Protection des consommateurs, qu'il y a là un abus de confiance vis-à-vis des citoyens ? L'impact et les conséquences en matière de surendettement ont-ils fait l'objet d'une évaluation ?

**02.01 Muriel Gerkens** (ECOLO): Mijnheer de minister, op 27 november heb ik uw collega, de heer Bruno Tuybens, ondervraagd over de methoden die gehanteerd worden bij het "Select Post"-onderzoek. Doel van dat onderzoek was het verzamelen van commerciële gegevens (zie *Beknopt Verslag* nr. 1107, blz. 29-35). De staatssecretaris is van oordeel dat het gebruik van het logo van De Post geen probleem vormt en vindt geen graten in die operatie vermits De Post voortaan een publiekrechtelijke naamloze vennootschap is die handelsactiviteiten mag uitoefenen die niet onder de universele dienstverlening van De Post vallen.

Momenteel ontvangen de particulieren die niet geantwoord hebben, een herinneringsschrijven. Voor sommigen van hen zijn De Post en Select Post echter hetzelfde.

Is minister Van den Bossche die bevoegd is voor Consumentenzaken, niet van mening dat het vertrouwen van de burgers hier geschonden wordt? Is er een evaluatie gemaakt van de impact op en de gevolgen voor de burgers die gebukt gaan onder een overmatige schuldenlast?

**02.02** Minister **Renaat Landuyt** (*Frans*): De minister oordeelt dat ze niets kan toevoegen aan wat staatssecretaris Tuybens u in november heeft geantwoord.

**02.03 Muriel Gerkens** (ECOLO) (*Frans*): Heeft ze als minister van Consumentenzaken geen bijzondere kijk op dat dossier?

**02.04** Minister **Renaat Landuyt** (*Frans*): Ja, maar ze vindt dat de heer Tuybens voldoende informatie heeft verstrekt.

**02.05 Muriel Gerkens** (ECOLO): Volgens mij is het voor de burger niet erg duidelijk van wie dat schrijven uitgaat en waarom het hem wordt toegezonden.

*Het incident is gesloten.*

**03 Regeling van de werkzaamheden**

De **voorzitter**: Vraag nr. 13774 van mevrouw Burgeon wordt uitgesteld.

**04 Vraag van de heer Guido De Padt aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "fraude bij gebruik van 0909-nummers" (nr. 13865)**

**04.01 Guido De Padt (VLD):** Tientallen Belgacom-kanten zijn de voorbije maanden opgelicht via de telefoon. Na een honderdtal klachten heeft Belgacom het betrokken 0909-nummer buiten werking gesteld. De gedupeerden zullen hun geld terugkrijgen. De ethische code heeft zijn deugdelijkheid bewezen. Zwendelaars kunnen zich echter gemakkelijk verschuilen achter een firma die enkel een btw- en een handelsregisternummer moet voorleggen om een 0909-nummer te verkrijgen. De zwendelaars bevinden zich nu wellicht in het buitenland. Fraude wordt momenteel niet voorkomen en het is niet evident om de schuldigen op te sporen en te berechten.

Vindt de minister dat de ethische code moet worden aangepast? Denkt men er bijvoorbeeld aan om de procedure voor de aanvraag van een 0909-nummer te verstrengen?

**04.02 Minister Renaat Landuyt (Nederlands):** De bestaande ethische code heeft inderdaad gewerkt. Dat is een goede zaak.

De aanvraag van de 0909-lijnen moeilijker maken zou ingaan tegen het evenwicht dat men probeert te bereiken. Er zijn mensen en organisaties die een ernstig gebruik maken van de lijnen, anderen doen dat niet. Door de naleving van de ethische code wordt het kaf van het koren gescheiden.

In het kader van de Europese richtlijnen van 8 juni 2000 en december 2006 kan men activiteiten van dienstenaanbieders niet zomaar aan vergunningen, kwaliteitsvereisten of financiële waarborgen onderwerpen. Met de ethische code wil men precies de selectie intern maken. We hoeden ons ervoor om ernstige aanvragers van 0909-nummers in moeilijkheden te brengen omdat er piraten actief zijn.

*Het incident is gesloten.*

*De behandeling van de vragen wordt geschorst van 14.25 uur tot 15.23 uur.*

*Voorzitter: Hilde Vautmans.*

**05 Vraag van mevrouw Valérie Déom aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "de veroordeling van Belgacom wegens het niet-naleven van de termijn voor de overdracht van aansluitingen aan concurrerende operatoren" (nr. 13832)**

**05.01 Valérie Déom (PS):** De herhaalde vertragingen van Belgacom bij de ADSL-aansluitingen voor concurrerende operatoren, die tot drie weken kunnen bedragen terwijl de wet zestig minuten voorschrijft, hebben voor gevolg gehad dat Belgacom door de rechtbank van koophandel van Brussel werd veroordeeld tot het vergoeden van een operator die schade had geleden.

Zijn er dwingende structurele maatregelen van kracht opdat Belgacom de tijdspanne voor de overdracht van de aansluiting zou naleven?

**05.02 Minister Marc Verwilghen (Frans):** Het BIPT heeft inderdaad klachten gekregen vanwege de sector. Het heeft de nodige maatregelen genomen en heeft op zijn website de mededeling van 11 juli 2006 met betrekking tot de BRUO-BROBA-installaties gepubliceerd. Daarnaast heeft het op de site eveneens een mededeling van 29 november 2006 gepubliceerd, waarin een compleet overzicht wordt gegeven van het overleg met de sector en van de standpunten van de operatoren en van Belgacom.

**05.03 Valérie Déom (PS):** Ik vermoed dat, met al die nieuwe beslissingen, dit soort vertragingen zich niet meer zal voordoen. Wordt de opgelegde termijn nu inderdaad nageleefd?

**05.04 Minister Marc Verwilghen (Frans):** De nodige waakzaamheid blijft geboden.

*Het incident is gesloten.*

**06 Vraag van de heer François-Xavier de Donnea aan de vice-eersteminister en minister van Begroting en Consumentenzaken over "de buitensporige tarieven die door de telecommunicatienetwerken in België worden aangerekend" (nr. 13236)**

**06.01 François-Xavier de Donnea (MR):** Belgacom en Telenet hebben meer dan twee derde van de internetmarkt in handen. Ze zouden graag een prijsakkoord bereiken, waardoor de overige operatoren hen nog moeilijk zouden kunnen beconcurreren. In Frankrijk kost een pakket met televisie-, telefoon- en internetaansluiting slechts 30 euro, tegenover 93 euro in België.

Bovendien verplicht de ARCEP, de Franse tegenhanger van het BIPT, de telecombedrijven om hun netwerken voor concurrenten toegankelijk te houden. In België is vrijwel geen sprake van ontbundeling van de local loop.

Valt dit 'quasiduopolie' met het Europese recht te rijmen?

Welke oplossingen bestaan er op federaal en Europees niveau voor de mogelijke problemen waarmee de sector in België te kampen kan krijgen?

**06.02 Minister Marc Verwilghen (Frans):** Voorzichtigheid is geboden: men vergelijkt niet altijd dezelfde diensten en dezelfde kwaliteit.

Alle betrokken regeringen hebben een samenwerkingsakkoord ondertekend, dat nog door de parlementen van de Gemeenschappen moet worden geratificeerd, en dat het BIPT in staat zal stellen een definitieve beslissing te nemen.

Het komt de Europese rechterlijke instanties toe op uw tweede vraag te antwoorden.

Als het akkoord eenmaal geratificeerd is, zal het BIPT maatregelen kunnen opleggen teneinde eventuele concurrentieproblemen te kunnen oplossen en alternatieve actoren de mogelijkheid te geven via de netwerken van operatoren met een sterke marktpositie voordeliger formules aan te bieden.

Afgaande op de cijfers, begrijp ik dat u de vraag stelt.

**06.03 François-Xavier de Donnea (MR):** Ik hoop dat het samenwerkingsakkoord echte mededinging mogelijk maakt. Dat is immers het enige middel om de prijzen te doen dalen en de kwaliteit te verhogen.

*Het incident is gesloten.*

**07 Vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "het veiligheidslek bij gsm's" (nr. 13694)**

**07.01 Muriel Gerkens (ECOLO):** In januari toonden twee deskundigen op het gebied van informatica en telecommunicatie, de heren Myard en Mansvelt, aan dat het met behulp van een bepaalde programmatuur mogelijk was een sms te sturen van de gsm van iemand anders. De eigenaar van de gsm betaalt voor een berichtje dat hij niet gestuurd heeft en wordt door de bestemming als de zender van de sms geïdentificeerd. De informatici hebben verklaard dat ze de ministers van Bedrijfsleven en van Consumentenzaken alsmede het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie (BIPT) hebben verwittigd maar dat deze niet hebben gereageerd. Het BIPT geeft de hete aardappel door aan Economie met het argument dat het om diefstal gaat. Geen enkele bepaling zou deze vorm van oplichting kunnen beletten en maatregelen daartoe zouden duur zijn zowel voor de operator als voor de consument. Heeft u het betrokken verslag ontvangen? Heeft u beide deskundigen ontmoet? Wat was uw reactie? Hoe volgt u deze informatie op? Is het argument dat het BIPT gebruikte om te rechtvaardigen dat het geen antwoord gaf, aanvaardbaar? Hoe kunnen operatoren ertoe worden genoopt maatregelen te treffen, als dat tot de mogelijkheden behoort, ook al brengen zij kosten mee?

**07.02 Minister Marc Verwilghen (Frans):** De heer Mansvelt heeft me begin november op dit veiligheidslek bij het gebruik van gsm's gewezen. Omdat het om een ingewikkelde en technische aangelegenheid gaat, werd de informatie aan het BIPT bezorgd.

Aangezien het hier gaat om diefstal en misschien ook om een inbreuk op de wet inzake informaticacriminaliteit, lijkt het me aangewezen dat ook de gerechtelijke autoriteiten dit dossier zouden onderzoeken. Zo nodig zal het openbaar ministerie een strafprocedure moeten starten.

De wet betreffende de elektronische communicatie legt de verplichting op de netwerken en de diensten te beveiligen. Het BIPT kreeg de opdracht dit probleem bij voorrang te behandelen, samen met de operatoren, die de nodige maatregelen moeten nemen. Het BIPT zal bovendien de resultaten van haar onderzoek aan de gerechtelijke overheden verzenden. Ik zal u van de evolutie van dit dossier op de hoogte houden.

**07.03 Muriel Gerkens** (ECOLO): Uw antwoord is vollediger en overtuigt me meer dan het antwoord dat ik daarnet van minister Landuyt namens minister Van den Bossche heb gekregen. Zal u in dit dossier met de minister van Consumentenzaken samenwerken of valt het onderzoek dat met het BIPT wordt opgezet, volledig onder uw bevoegdheid?

**07.04 Minister Marc Verwilghen** (*Frans*): Ik werk samen met het BIPT.

**07.05 Muriel Gerkens** (ECOLO): Zal u de informatie van zodra u erover beschikt, aan het gerecht overmaken?

**07.06 Minister Marc Verwilghen** (*Frans*): Ik zal contact opnemen met het gerecht dat alle nuttige informatie aan het openbaar ministerie kan bezorgen.

**07.07 Muriel Gerkens** (ECOLO): Is er een timing?

**07.08 Minister Marc Verwilghen** (*Frans*): Ik heb gevraagd dat er haast mee zou gemaakt worden.

*Het incident is gesloten.*

*Voorzitter: François-Xavier de Donnea.*

**08 Vraag van mevrouw Hilde Vautmans aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "het behoud van telefoonnummers buiten de telefoonzone" (nr. 13289)**

**08.01 Hilde Vautmans** (VLD): Wie naar een andere telefoonzone verhuist, kan zijn oude nummer niet meenemen. Bedrijven moeten hun nieuwe nummer dus bekendmaken, wat veel geld kost. Aan nummeroverdraagbaarheid zijn technische voorwaarden verbonden. Noodoproepen moeten naar de juiste noodcentrale worden doorgeschakeld en moeten gelokaliseerd kunnen worden. Toch zijn vaste nummers in Denemarken wel al overdraagbaar.

Hoe staat de minister tegenover de mogelijkheid om telefoonnummers mee te nemen bij een verhuizing? Is de technische haalbaarheid al onderzocht? Is er al een impactonderzoek gevoerd? Wat zijn de resultaten?

**08.02 Minister Marc Verwilghen** (*Nederlands*): Ik ben het idee genegen, maar een en ander roept wel technische en operationele vragen op. Technologische ontwikkelingen zullen er toe leiden dat een vast telefoonnummer op meerdere locaties kan worden gebruikt. De nieuwe technologieën zullen in bepaalde gevallen een oplossing kunnen bieden.

Uit een eerste onderzoek van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie (BIPT) blijkt dat er bijkomende investeringen nodig zijn om de diverse problemen - routing van noodoproepen, interconnectie van operatoren en processen inzake nummeroverdraagbaarheid - op te lossen. Het BIPT weet ook niet of er voldoende marktvraag is. Zodra over deze zaken duidelijkheid is, kunnen we een volgende stap zetten.

**08.03 Hilde Vautmans** (VLD): De vraag bestaat wel degelijk, want er kwamen meldingen binnen op het Kafka-meldpunt. Hoe groot de vraag precies is, valt moeilijk te zeggen. Ik ben blij dat er al een eerste onderzoek is gevoerd, maar hoop dat men oplossingen blijft zoeken.

*Het incident is gesloten.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.43 uur.*